



ELIO DI RUFO

# ÊTRE SOCIALISTE AUJOURD'HUI

  
EDITIONS  
LUC PIRE

# ÊTRE SOCIALISTE AUJOURD'HUI

*Elio Di Rupo, Président du Parti Socialiste*

Chacun a droit au bonheur et aux plaisirs d'une vie épanouie !

Tout être humain grandit avec des rêves et des souhaits. Par ses efforts, il tend à les réaliser dans un contexte qu'il n'a pas choisi. Entre l'idéal et sa concrétisation, la réalité des faits s'interpose. Elle est souvent éprouvante. Des conditions matérielles insatisfaisantes, des injustices, des inégalités constituent autant de barrières à l'épanouissement des individus. Ce sont ces barrières que les socialistes entendent faire tomber.

Pour eux, il n'y a pas de destin tout tracé, pas de fatalité. Aucun déterminisme astral ne conduit nos existences. Notre histoire individuelle et collective, notre vie, nos parcours, notre position sociale et familiale ne sont pas programmés d'avance. Nos vies sont le fruit de nos choix et du type de société. Selon ce que la société permet à chacun de faire ou de ne pas faire, les existences sont heureuses ou non! Les socialistes croient en la force de la volonté individuelle. Ils savent aussi que celle-ci est conditionnée, limitée ou soutenue par le cadre de vie, social et environnemental. C'est sur ce cadre de vie qu'ils concentrent leurs actions en faveur des citoyens.

Les socialistes ont un rôle primordial à jouer. Celui de permettre l'expression des aspirations de chacun, dans le respect des autres, en veillant à ce que cette liberté soit effectivement accordée à tous et non réservée à une classe particulière. Pour les socialistes, l'action politique doit libérer les individus en corrigeant les injustices, en réduisant les inégalités de fait et en protégeant chacun contre les coups du sort.

Le moteur des socialistes est le progrès. Un progrès éthique, conscient de l'imprescriptible dignité humaine. Un progrès durable, respectueux des droits inaliénables des générations à venir. Un progrès universel aussi, qui ne vaut que s'il est partagé par tous. Chaque citoyen, quels que soient ses origines, son sexe, son âge, ses convictions ou son statut socioprofessionnel, a le droit de bénéficier d'un confort d'existence et des avancées multiples dans les domaines de la santé, du bien-être, de la culture...

Si les socialistes considèrent le progrès comme une valeur essentielle, c'est parce qu'ils ne se résignent pas au monde tel qu'il est, avec sa dureté et ses injustices : formidable pour certains, mais insupportablement difficile pour tant d'autres. Les socialistes ambitionnent de le faire évoluer vers plus d'équilibre en mettant concrètement en œuvre les conditions d'un droit universel au bien-être.

Voilà où se trouve le grand défi de l'avenir, dans un monde où la richesse globale n'a jamais été aussi importante mais demeure scandaleusement mal partagée, avec des écarts de niveaux de vie totalement injustifiables. Pour beaucoup, le monde actuel n'est plus celui du progrès. Sous l'effet de l'idéologie libérale dominante, nous connaissons en Europe occidentale un risque de régression sociale jamais rencontré depuis plus de quarante ans. C'est inacceptable ! Les socialistes entendent offrir une alternative efficace, juste et généreuse aux citoyens qui, le plus souvent, sont simplement désireux de dignité, de justice et de bien-être matériel et moral.

Dans ce contexte, le PS a un rôle de premier plan à jouer. Depuis des décennies, il apporte le progrès social, le développement économique et la stabilité institutionnelle. Les réalités évoluent très vite, mais nos concitoyens ont toujours autant besoin d'une force de gauche à leurs côtés ; une force qui tout à la fois les protège et les libère.

Voilà pourquoi, en toute modestie et de manière volontairement brève, j'ai voulu préciser ma vision du socialisme d'aujourd'hui, fondé sur des valeurs universelles et intemporelles ; une vision du socialisme résolument tournée vers l'action utile aux gens.

# LES VALEURS

## UN IDÉAL SOCIALISTE : UN MONDE MEILLEUR POUR TOUS

Les socialistes ont un idéal. Ils veulent un monde meilleur pour tous. Ils veulent un monde de citoyens épanouis et égaux entre eux, un monde où tous jouissent d'une liberté effective dans une société dynamique mais juste, solidaire et fraternelle.

Les socialistes travaillent sans relâche à l'émancipation des femmes et des hommes, quels que soient leurs origines, condition ou âge.

Les socialistes agissent au regard d'une conception équilibrée du développement qui associe équitablement les dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle. Ils entendent concrétiser, pas à pas, leurs valeurs et leur idéal dans le quotidien des gens. Là où d'autres se résignent ou se bornent à critiquer, les socialistes prennent leurs responsabilités et agissent dans le concret. Ils se comportent en « entrepreneurs du progrès social ». Ils sont à la fois gestionnaires du changement pragmatique et porteurs d'idéal.

Ils affirment aussi qu'il n'est possible de servir cet idéal qu'en adoptant un comportement irréprochable, traduisant un souci de gérer la chose publique de manière efficace, transparente et honnête. Cette exigence universelle s'impose davantage encore à ceux qui se veulent les défenseurs des faibles.

## DES VALEURS POUR LE CONSTRUIRE : L'ÉGALITÉ, LA LIBERTÉ, LA SOLIDARITÉ

Les valeurs dont les socialistes actuels sont les héritiers méritent respect et enthousiasme. Elles ont indéniablement été à la base des principales améliorations des conditions de vie de millions de citoyens. Dans l'évolution de l'Histoire, le socialisme a apporté aux peuples davantage de respect, d'égalité et de mieux-être. Les socialistes ne se résigneront pas à ce que ce mouvement, ce progrès, qui a nourri l'espoir et le travail de nombreuses générations, puisse s'enrayer.

Aujourd'hui, dans notre monde globalisé, les progrès des connaissances et des techniques ne se traduisent plus assez par une amélioration de la situation du plus grand nombre. Au contraire, certains perçoivent cruellement une dégradation de leur niveau de vie. Pour un trop grand nombre de personnes, l'avenir est à nouveau frappé au coin de l'incertitude, l'espoir a refait place à la crainte et l'enthousiasme a cédé le pas à la résignation.

Les socialistes d'aujourd'hui n'acceptent pas cette situation. Ils affirment que l'avenir passe par l'amélioration de la situation de chacun. Toute personne doit,

d'une manière ou d'une autre, voir son existence s'améliorer. L'évolution du monde le permet, ce n'est pas une question de faisabilité mais de volonté. Cette lutte pour le progrès n'est jamais achevée. Quand une injustice disparaît, d'autres apparaissent. La société change, les injustices évoluent et, si des avancées sont engrangées, hélas!, trop d'inégalités demeurent.

Elles s'accroissent même parfois, tendant à creuser un fossé toujours plus profond entre les vrais nantis d'un côté, les classes moyennes ou défavorisées de l'autre.

Les socialistes d'aujourd'hui ne regardent pourtant pas en arrière pour regretter une période supposée plus faste. Ils regardent l'avenir dans les yeux pour aller résolument de l'avant en intégrant les réalités nouvelles.

Le contexte change mais les injustices ne sont pas plus inéluctables aujourd'hui qu'hier. Seuls ceux qui ont tout dans le monde actuel prônent le fatalisme devant ceux qui n'ont rien. Ce conservatisme fut, à toutes les époques, le credo des privilégiés. Aujourd'hui comme hier, il doit être combattu par les socialistes qui, justement, ne se résignent pas aux inégalités de l'ordre établi.

Les socialistes d'aujourd'hui entendent dès lors, plus que jamais, combattre toutes les aliénations qui rendent nos libertés inopérantes. Ils croient en l'humanité, en sa capacité d'indignation devant l'inacceptable et en son aspiration permanente à plus de justice.

Etre socialiste, c'est être perpétuellement en résistance contre un état de fait qui favorise le fort au détriment du faible. C'est transformer cette volonté de progrès en actions efficaces pour améliorer la vie des gens. C'est construire une société plus juste dont le souci premier est de ne pas reproduire les inégalités.

Voilà pourquoi être socialiste, c'est faire le choix de soutenir le faible contre le dominant, c'est s'ouvrir à toutes les forces de progrès pour unir toutes celles et tous ceux qui veulent que le monde bouge ... dans la bonne direction.

Trois valeurs inspirent cet idéal, ce combat et cette action : l'égalité, la liberté et la solidarité, dont la réunion équilibrée constitue la valeur ajoutée de la gauche et singulièrement des socialistes.

### *L'égalité*

Pour les socialistes, l'égalité entre les êtres humains est une valeur première. Les femmes et les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ce principe consacré, les socialistes entendent le concrétiser, pour tous, à tous les stades de la vie.

Pour nous, il ne peut être question que, dans les faits, certains soient finalement « plus égaux que d'autres ». Voilà pourquoi nous considérons l'égalité comme le corollaire naturel de la liberté. Si la liberté peut être proclamée, l'égalité nécessite une action constante et volontariste pour s'imposer.

Il s'agit en effet de créer les conditions politiques, sociales, économiques, éducatives et environnementales qui rendent l'égalité tangible pour chacun. L'égalité ne se proclame pas, elle se construit et se conquiert dans les faits par une action permanente de correction et de promotion.

C'est le rôle, difficile, que les socialistes s'enorgueillissent d'assumer au service de tous et particulièrement des plus faibles, de ceux dont, sans eux, on n'entendrait pas la voix et dont on ignorerait les besoins.

### *La liberté*

Si l'égalité entre les êtres humains est un fondement de toute expression démocratique, pour les socialistes, la liberté est, au même titre, une valeur première fondatrice de la démocratie.

Les socialistes y adhèrent sans réserve. Il n'y a pas d'oppression qui se justifie, il n'y a pas de chaînes qui ne doivent être brisées, il n'y a pas de légitimité à la servitude.

En embrassant la philosophie des Lumières et en consacrant les droits de l'Homme, l'humanité a franchi un pas décisif dans son évolution et doit œuvrer à l'universalisation de ces principes.

Mais la gauche, et particulièrement les socialistes, ne se contente pas d'une liberté simplement proclamée ou minimaliste.

Quelle est la liberté de celui dont la préoccupation unique est de survivre ? Quelle est la liberté de celui qui peine à se loger ? Quelle est la liberté de celui dont la seule pensée est de trouver un emploi ? Quelle est la liberté de celui qui vit dans la crainte permanente de voir son existence basculer à la suite d'un accident de la vie ?

On pourrait multiplier les exemples qui frappent directement les jeunes ménages qui ne savent pas comment se lancer dans l'existence, les travailleurs pauvres qui ne s'en sortent pas ou les retraités qui gèrent au plus juste leur petite pension. Non, tout le monde ne jouit pas d'une liberté qu'on ne fait que proclamer. Manque de moyens financiers, accès limité aux études, isolement, fracture culturelle,... Les raisons qui réduisent la liberté effective sont nombreuses.

Les socialistes luttent pour une société de citoyens vraiment libres, autonomes et créatifs. Des citoyens réellement en mesure d'offrir le meilleur d'eux-mêmes et d'aller au bout de leurs talents. Des citoyens capables, avec conscience, de choisir leur vie, sans contraindre celle des autres.

La liberté, c'est, bien sûr, celle de choisir ses options de vie, d'avoir ses propres convictions et de les exprimer. C'est aussi la possibilité d'affirmer sa créativité et de choisir la manière dont on apportera sa contribution à la vie sociale.

Cela signifie que les socialistes défendent aussi ceux qui ont l'audace d'entreprendre. Ils considèrent comme une attitude socialement positive le fait

de lancer et de développer une entreprise créatrice d'activités, de richesses et d'emplois. Ceux qui agissent de la sorte doivent en tirer le juste bénéfice, tout comme ils doivent se voir soutenus et encadrés s'ils sont confrontés à des difficultés ou à l'échec.

La conception socialiste de la liberté implique que l'individu respecte l'intérêt général et que, symétriquement, la collectivité mette tout en œuvre pour lui permettre d'exercer effectivement les libertés qui lui sont reconnues.

### *La solidarité*

La solidarité est le troisième pilier sur lequel les socialistes veulent bâtir la société moderne. C'est par elle que la collectivité devient véritablement humaine, dans un esprit de respect et de fraternité entre tous ses membres.

La solidarité se fonde d'abord sur le souci de ne laisser personne sur le bord de la route, de ne sacrifier aucun maillon sous prétexte qu'il est plus faible que les autres.

Cette idée généreuse n'a pourtant rien d'utopique. Elle s'est, au contraire, montrée particulièrement féconde. C'est de la volonté de rendre la solidarité opérationnelle qu'est née la sécurité sociale, cette prodigieuse création humaine qui a affranchi les travailleurs des grandes angoisses de nos ancêtres : la peur du dénuement en cas de perte d'emploi, la peur de la maladie qu'on ne peut soigner faute d'argent, la peur de ne pouvoir payer des études à ses enfants, la peur de vieillir dans la précarité.

La solidarité légalement construite renforce substantiellement la solidarité spontanée existant au sein des familles, des associations ou des quartiers. Au-delà de ces premiers niveaux, qui doivent être vigoureusement confortés, la solidarité légale introduit l'assurance de voir des droits à la dignité garantis face aux aléas de l'existence.

C'est fondamental aujourd'hui, à une époque où les trajectoires de vie personnelle sont changeantes et soumises à des mutations accélérées. Les progressistes savent qu'il n'y a pas, d'un côté, ceux qui travaillent et, de l'autre, ceux qui ne travaillent pas. Il n'y a pas, d'un côté, les indépendants et, de l'autre, les salariés. Il n'y a pas, d'un côté, les gens en bonne santé et, de l'autre, les malades. Il n'y a pas les jeunes et les « vieux », les femmes et les hommes, les forts et les faibles, présentés comme des catégories hermétiques appelées à évoluer en parallèle. Il y a simplement des individus qui, au cours de leur existence, verront leurs statuts professionnel et personnel changer sans qu'ils puissent maîtriser tous les paramètres. Des individus qui, en choisissant de mutualiser le risque face aux aléas de la vie, entendent continuer à mener une existence conforme à la dignité humaine et aux standards de nos sociétés avancées.

Ceci étant, la solidarité est aussi un formidable instrument de créativité, de productivité et de dynamisme. Tout montre, en effet, que les sociétés où les individus sont les plus imaginatifs et les plus « productifs » sont aussi celles où ils disposent d'un socle de sécurité d'existence qui leur permette de s'investir

dans leurs tâches, de prendre des risques et d'oser des expériences nouvelles. L'idéal des socialistes est une société où les individus sont libres parce qu'ils sont, autant qu'il est possible, protégés par la solidarité contre les aléas de l'existence et les injustices de la vie sociale.

Là où les ultralibéraux affirment que le dynamisme naît de la peur de la précarité, les socialistes répondent que l'audace prend son plein essor lorsqu'existe la garantie de bénéficier d'un filet de sécurité. Pour être effectives, la liberté et l'autonomie doivent aller de pair avec une réelle sécurité d'existence, car la précarité empêche de sortir le meilleur de soi-même et, plus encore, de prendre des risques. La crainte de l'abandon emprisonne et détruit les plus beaux potentiels. La conviction profonde des socialistes, c'est que plus la société se montre solidaire, plus elle permet aux citoyens de réaliser leurs projets et de s'épanouir au bénéfice cumulé de l'individu et du groupe.

Voilà pourquoi la solidarité légalement organisée n'est pas une simple péripétie de la société industrielle. Elle constitue une avancée déterminante de notre histoire sociale ... et économique.

Pour les socialistes d'aujourd'hui, la sécurité sociale représente donc un formidable projet d'avenir. Non seulement il ne peut être question de la voir régresser, mais il faut élargir encore son champ d'intervention pour répondre aux besoins nouveaux, notamment le vieillissement de la population et l'évolution des familles.

Dans cet esprit, l'apport des mutualités est considérable. Elles contribuent à faire de notre système social de soins de santé non seulement l'un des plus justes, mais aussi l'un des moins coûteux au monde. Au contact des citoyens, elles font en sorte que la solidarité soit effective pour chacun.

## **ÉTHIQUE DE L'ACTION, ÉTHIQUE DES ACTEURS**

Ces valeurs pour l'action s'appliquent tant aux combats menés qu'à ceux qui les conduisent !

L'idéal porté par les socialistes - qui vise à engranger des avancées économiques, sociales, environnementales et culturelles pour tous - se double d'exigences éthiques et morales particulières dans le chef de ceux qui mènent les politiques.

De très nombreux élus et mandataires socialistes œuvrent à cet idéal aux niveaux local, régional, fédéral ou européen. Une règle générale s'impose à eux : ils se doivent de démontrer des qualités de gestion, de comportement et des vertus morales indéniables. L'honnêteté et la droiture dans la gestion des affaires publiques est une règle avec laquelle rien ne permet de transiger.

Les socialistes croient en la nécessaire exemplarité des mandataires publics, particulièrement de ceux qui prétendent à l'honneur de représenter les plus faibles. Les élus socialistes doivent donc œuvrer pour toujours plus de participation citoyenne et de transparence.

Cela signifie notamment rendre des comptes en permanence sur les actions qu'ils mènent et nourrir une véritable logique de pilotage et d'évaluation régulière des politiques publiques. Au-delà des garanties de gestion éthique qu'une telle attitude apporte, il s'agit de poursuivre dans une logique de bonne gouvernance qui renforce l'efficacité des autorités publiques et la confiance du citoyen à leur égard.

# UNE VOCATION : AGIR SUR LE MONDE

## 1. NON AU CAPITALISME DÉBRIDÉ, OUI À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ RÉGULÉE

Les socialistes vivent et agissent dans le réel. Ils travaillent ici et maintenant pour construire la société plus juste et plus humaine à laquelle aspirent tant de citoyens. Ils ont choisi de se battre en appréhendant la réalité sans jamais s'y soumettre.

Les socialistes d'aujourd'hui prennent en compte l'économie de marché. Ils l'accueillent comme un facteur de relations, d'échanges, de progrès et de mieux-être individuel et collectif. Ils y voient un moyen de satisfaire un grand nombre de besoins. Toutefois, ils ont cette farouche détermination à rendre cette économie de marché humaine et bénéfique à tous, en l'encadrant chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Les citoyens doivent rester maîtres des forces économiques qu'il faut réguler. Pour cela, la société doit réexercer un contrôle approprié au niveau adéquat pour que les forces du marché et les pouvoirs économiques restent soumis à la décision démocratique.

Si certaines économies dirigistes ont abouti à des échecs tragiques, les économies libérales non régulées, d'hier et d'aujourd'hui, montrent aussi leurs cruelles limites. Elles aliènent les citoyens, détruisent la solidarité et aggravent la précarité chez les plus faibles mais aussi dans les classes moyennes qui avaient acquis une certaine sécurité d'existence dans le cadre de l'Etat-providence.

Le développement de l'économie de marché est souhaitable si elle constitue réellement un facteur de croissance, de progrès social et de bien-être. Il est, en effet, indispensable de créer de la richesse pour assurer la cohésion sociale à un haut niveau et tisser les filets de sécurité de la solidarité.

Dans ce cadre, la manière de conduire une politique économique diffère fondamentalement entre la droite et la gauche. On peut dépenser des milliards d'euros pour favoriser les rentes et le patrimoine des plus riches, accorder des avantages fiscaux à des actionnaires qui n'en n'ont pas besoin et offrir des parachutes dorés à des managers pourtant assurés de voir leur chute éventuelle amortie par un matelas de billets. On peut, à l'inverse, les investir dans la formation de tous, l'emploi, la recherche scientifique et l'équilibre social. C'est un choix de société, un choix éthique et un choix politique au sens fort du terme.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, les socialistes ne croient à l'existence d'une « main invisible » qui équilibrerait spontanément le marché. L'Histoire et l'expérience nous ont appris que la volonté de maximisation du profit dépasse rapidement le souci de maintenir les équilibres sociaux ou environnementaux, au point même de tendre à leur destruction. L'équilibre de la société n'a jamais pu être atteint sans intervention des pouvoirs publics.

Cela reste une réalité aujourd'hui, alors que la recherche du profit pour le profit - qui semble sans limite - risque de déstructurer la vie d'une majorité de gens tout en mettant la planète en péril.

Dans ce contexte, il ne s'agit pas de remettre en cause la mondialisation, qui constitue une étape de l'évolution de l'humanité, mais bien de se battre pour faire en sorte de réguler l'économie globalisée. La mondialisation est un formidable facteur de rencontres et d'échanges entre les peuples, un instrument potentiel de solidarité planétaire et le moyen de relever, ensemble, les grands défis mondiaux.

Qu'il s'agisse de faire face aux enjeux climatiques ou démographiques, de répondre à la question de l'immigration, de l'alimentation ou de l'approvisionnement durable en énergie, sans oublier, bien sûr, les problématiques du terrorisme et des conflits régionaux, les solutions développées ne pourront qu'être mondiales.

Sans rêve de retour en arrière, de repli ou de néoprotectionnisme, il appartient de penser l'avenir dans ce nouveau contexte pour refixer, aux niveaux adéquats, des règles permettant de faire prévaloir l'intérêt général et celui de chacun. Car rien n'a changé depuis Lacordaire, aujourd'hui encore, *« entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit »*.

Pour les socialistes d'aujourd'hui, le développement économique doit servir l'objectif plus global de progrès social. Ils estiment qu'il convient désormais de prendre également en compte un « indice de développement humain » au lieu de mesurer l'évolution de la société à l'aune des seules variations du PIB.

Il est temps d'évaluer les performances de l'Etat en prenant en compte son niveau de pauvreté, la qualité de ses services et le bien-être de ses citoyens.

Les socialistes d'aujourd'hui ont l'ambition de faire évoluer le système économique actuel de la maximisation du profit vers la maximisation du bien-être social.

Le principal adversaire de cette démarche n'est pas l'initiative économique, individuelle ou collective qui, au contraire, la soutient et la rend possible.

L'adversaire, c'est le capitalisme débridé, avec ses excès et les rapports de domination qu'il instaure. Les profits exorbitants, les rentes et la captation de richesses nuisent au bien-être social. Ce capitalisme sans morale réduit considérablement le champ d'action de l'économie réelle, avec ses investissements et ses emplois. Faisant peser une pression inacceptable sur les salariés et les allocataires sociaux, il est tout autant un facteur destructeur pour les indépendants et les PME qui vivent des fruits de leur travail. Il contribue à ce que la collectivité perde le contrôle de son économie. Il engendre des désastres écologiques. Il accroît les inégalités. Il démantèle la protection sociale. Il va jusqu'à mettre en péril l'avenir même de l'humanité.

Là où la mondialisation devrait être un facteur de rapprochement et de solidarité entre les peuples, ce capitalisme met en compétition généralisée et permanente les pays et les individus.

Ce capitalisme exacerbe la concurrence entre les Etats et les régions du monde, profite de la détresse des travailleurs qui ne disposent pas de système social développé. Il précarise, dérégule, dissout dans la logique de l'argent toute forme instituée de sécurité sociale.

Une telle logique est destructrice de bien-être et de diversité mais elle est également autodestructrice car, en sapant sans cesse les formes de production quand elles sont à peine stabilisées, elle conduit absurdement à la raréfaction des sources même de profit ainsi qu'à des crises financières à répétition.

De plus en plus d'analystes ont pointé l'aveuglement de ce capitalisme mortifère et suicidaire. Loin de toute idéologie, nous savons désormais que le type de société qui tend à s'imposer aujourd'hui n'est tout simplement pas tenable pour l'humanité.

Le réchauffement climatique, la pénurie des ressources vitales, l'insuffisance alimentaire, l'inégalité des conditions de travail, les guerres ethniques, la ghettoïsation des populations, la crise du logement, tous ces phénomènes conjugués laissent penser que le monde de demain risque d'être un monde littéralement invivable. Un monde qui produira toujours plus d'êtres humains considérés par les capitalistes comme des « inutiles », des individus surnuméraires à qui sera refusé le droit de mener une existence digne de la qualité d'homme.

Ce capitalisme débridé, avec pour seule finalité la maximisation du profit et pour conséquence la marchandisation à outrance, ne constitue pas un horizon acceptable pour l'humanité. Les socialistes d'aujourd'hui sont à l'avant-garde du combat contre les dérives de ce capitalisme financier et des méga-entreprises qui abusent de leur puissance.

Loin des incantations rhétoriques, ils entendent combattre ces dérives sur le terrain. Ils veulent concrétiser, pas à pas, leurs valeurs et leur idéal, dans le quotidien des gens.

## **2. REVALORISER LE TRAVAIL**

Dans ce contexte, il est urgent de revaloriser le travail tout en consolidant les mécanismes de solidarité. Pas l'un ou l'autre, pas l'un contre l'autre mais bien l'un et l'autre - travail et solidarité – car plus qu'indissociables, ces deux éléments sont complémentaires.

Aux yeux des socialistes, le travail – à la condition qu'il assure la sécurité d'existence du travailleur et de ses proches – s'impose comme un fondement de la création des richesses sociales. Le travail « nourrit », bien sûr, mais peut aussi émanciper, épanouir et donner dignité et utilité sociale à chacun. Il reste le premier facteur d'intégration dans la société.

Sans travail de qualité et sans le revenu suffisant qui doit l'accompagner, il n'y a pas de vraie liberté, il n'y a pas de réelle faculté de choisir sa vie.

Pourtant, les ouvriers, les travailleurs précaires et tous ceux qui exercent des tâches harassantes, lourdes ou pénibles sont de moins en moins valorisés dans notre économie globalisée. Pour un nombre croissant d'ouvriers, d'employés, de petits indépendants, l'effort n'est pas assez récompensé. Au même moment, les bénéfices réalisés par de grandes entreprises dépassent l'entendement.

Pour les socialistes, le travail ne peut mener à l'émancipation des êtres humains que s'il est de qualité et s'il permet à la personne de bénéficier d'une réelle sécurité d'existence. Le travailleur ne peut perdre sa vie à la gagner. Une amélioration des revenus est donc une absolue nécessité.

Sur le plan humain, la flexibilité et les modifications de carrière se généralisent. Elles sont trop souvent subies dans l'impuissance et dans l'angoisse. Un nouvel équilibre doit être trouvé. La nécessaire compétitivité des entreprises ne saurait remettre en cause le droit des travailleurs à bénéficier d'un statut de qualité ainsi que de conditions de travail correctes. A cet égard, les socialistes croient aux vertus du dialogue social et au rôle irremplaçable des syndicats.

### *Les salariés*

Les socialistes ont toujours été la voix et le relais des ouvriers, des salariés, de tous ceux qui louent leurs bras ou leur esprit pour gagner leur vie.

A l'ère de l'éloignement des centres de décision et de l'actionnariat-roi, le combat pour le droit à l'information continue et à la concertation revêt une acuité particulière.

La lutte pour la représentation organisée de travailleurs, via des syndicats solides et responsables, doit être poursuivie en ce qu'elle est source de protection pour les salariés mais aussi d'efficacité pour des entreprises et des sociétés qui ont tout à gagner d'un dialogue social ouvert et constructif.

### *Les indépendants*

De la même manière, les socialistes encouragent les indépendants et tous ceux qui entreprennent. Ils soutiennent leur droit à bénéficier d'un environnement réglementaire le plus lisible et le plus léger possible. Ils veulent que chaque indépendant puisse, avant tout, se consacrer à son travail plus qu'à satisfaire à des contraintes administratives si elles ne sont pas indispensables.

Les socialistes d'aujourd'hui continuent d'œuvrer pour le développement de pouvoirs publics partenaires de l'initiative privée. Ils souhaitent aussi voir l'esprit d'entreprise et la fonction d'entrepreneur valorisés au sein de la société et encouragés auprès des jeunes.

Reconnaissant le rôle social des indépendants et des entrepreneurs, les socialistes estiment que des mécanismes de solidarité doivent les protéger contre les conséquences trop destructrices de l'échec, toujours possible. En offrant à tous ceux qui veulent entreprendre des garanties solides et en les assurant d'une sécurité d'existence quoi qu'il arrive, les socialistes suscitent des vocations et libèrent les initiatives !

### *Les demandeurs d'emploi*

Défendre le travail de qualité, c'est apporter une réponse adaptée à ceux qui le perdent ou à ceux qui peinent à en trouver dans les bassins, les espaces ou les villes marqués par la reconversion, le manque d'activités ou le chômage.

Les socialistes rejettent l'escroquerie intellectuelle néolibérale qui « criminalise » les difficultés sociales en les qualifiant d'« assistanat ». Ce pseudo concept est, pour les ultralibéraux, un moyen de rejeter la faute des dérives du système capitaliste débridé sur ceux qui en sont les victimes ; un moyen aussi de présenter comme nuisibles les formations politiques qui s'intéressent au sort des faibles.

Les socialistes rejettent plus que tout autre le principe conservateur de l'assistanat qui maintient le système en l'état et enferme les personnes dans leurs conditions de fragilité, pour leur donner un simple statut de consommateur. Pour les socialistes, il s'agit d'un mécanisme caritatif archaïque, contraire à leurs objectifs et à leurs actions.

Ils défendront toujours les mesures de soutien aux personnes en difficulté, en veillant à ce qu'elles bénéficient de ressources suffisantes pour éviter toute baisse importante de revenu entre deux emplois.

Parallèlement, les socialistes d'aujourd'hui défendent l'accompagnement par un service public de l'emploi et de la formation, conjuguant les efforts des différents pouvoirs publics. Avec une volonté inlassable, les socialistes soutiennent les demandeurs d'emploi dans leurs efforts pour trouver ou retrouver une embauche. Ils croient en la force de la volonté individuelle et ils veulent permettre à chacun, quelle que soit sa formation, d'accéder à une pleine autonomie.

### *L'économie sociale*

Les socialistes d'aujourd'hui ne souhaitent pas seulement encadrer l'économie marchande. Ils veulent également encourager une autre forme d'économie : une économie sociale ou solidaire qui poursuit d'autres buts que la maximisation du profit, tout en prenant en compte un souci d'efficacité et de rentabilité.

Les socialistes soutiennent dès lors le développement d'une économie sociale crédible qui offre des biens et des services avec un bon rapport qualité/prix, qui respecte les personnes – parfois fragilisées - qui travaillent et qui s'inscrit résolument dans une logique de développement durable solidaire.

### 3. LE RÔLE IRREMPLAÇABLE DU POLITIQUE

Le marché peut être source de bien-être partagé... lorsqu'il est régulé de manière efficace. Régulation ne signifie pas étatisation ou planification centralisée de l'économie, ni contrôle tatillon à tous les niveaux, ni hyperrégulation ou prolifération de la « paperasserie administrative ». Régulation signifie définition, aux différents niveaux, de balises cohérentes et évaluations à même d'assurer un développement équilibré et durable de la société.

La prise en compte optimale des intérêts des citoyens ne sera pleinement accomplie que lorsque de tels mécanismes auront été mis en place au niveau de la communauté internationale où se développent aujourd'hui les échanges globalisés. En attendant la mise en place d'une régulation mondiale, les socialistes veulent rendre opérationnels des mécanismes régulateurs à tous les niveaux, de l'Union européenne à la commune.

Réguler signifie aussi instaurer les mécanismes de redistribution et de solidarité qui humanisent la croissance en faisant profiter chacun de ses bénéfices.

On n'a encore rien inventé de mieux que l'action collective et citoyenne pour réguler démocratiquement les rapports humains. Les socialistes d'aujourd'hui croient en l'importance du politique, qui n'est pas l'Etat dirigiste tout-puissant, mais l'instance choisie démocratiquement qui assure le respect et le bien-être de chacun.

#### *L'impôt juste*

S'il est vrai que pour nos concitoyens, l'impôt juste c'est souvent moins d'impôt, une société régulée qui offre à chacun la garantie d'un accès égal aux services de base, qui se soucie de l'équité et qui organise la solidarité, cela a un coût.

Tous ceux qui vivent dans notre pays, y compris les classes moyennes supérieures ou les plus aisées, sont bénéficiaires de la société « à haut degré de solidarité » qui a été patiemment construite.

On ne peut pas vivre dans une société avancée comme la nôtre et bénéficier d'une politique de solidarité sans participer à son financement. Face au discours poujadiste sur l'impôt, il faut oser réaffirmer une vérité essentielle : l'Etat doit pouvoir faire contribuer chacun selon ses moyens. L'Etat doit dégager des ressources pour les utiliser et les distribuer avec justesse et impartialité.

Pour les socialistes, l'impôt progressif et justement réparti est à la base de toute équité et de toute solidarité. Ils ne veulent pas plus d'impôts, mais un impôt juste et justement perçu !

Le problème est que, de nos jours, les revenus du travail sont trop taxés tandis que les revenus du capital ne le sont proportionnellement pas assez. Il ne faut pas pénaliser les revenus du travail, de l'entreprise ou de l'audace. Il faut mettre fin aux privilèges fiscaux. Il faut plus de progressivité et plus de justice entre

ceux qui contribuent beaucoup et ceux qui contribuent peu par rapport à l'ensemble de leurs revenus.

Cet impôt juste doit être soutenu par la conviction, chez chacun, que les fonds récoltés bénéficient d'une gestion très rigoureuse de la part des services publics, dans le cadre d'une gouvernance efficace.

### *Les services publics*

L'Etat juste protège également chacun contre le risque de marchandisation de la société. Pour cela, les socialistes défendent plus que jamais les services publics.

Les services essentiels à la vie en société et au développement harmonieux de chacun - l'éducation, la culture, la santé, la sécurité, la justice,... - doivent échapper à la logique de l'économie marchande. Ces services d'intérêt général, dont l'essence et l'étendue doivent pouvoir s'adapter à l'évolution des techniques et de la société, doivent être gérés par les pouvoirs publics.

Cela ne signifie pas que l'« Etat » doive tout faire et intervenir dans les domaines où sa plus-value n'est pas effective mais cela signifie qu'il ne peut être empêché d'agir là où son rôle est socialement utile.

Dans cette approche résolument pragmatique, une chose s'impose pourtant : pour les services universels, la mise en concurrence systématique n'est pas un mode de gestion qui permet de rencontrer les exigences d'un service de qualité accessible à tous. Elle a, bien souvent, pour conséquences de tirer la qualité des prestations vers le bas, de fragiliser le statut des travailleurs et de renforcer les inégalités entre les usagers.

Voilà pourquoi, dans le monde actuel, largement régi par les forces du marché, les socialistes d'aujourd'hui croient aux vertus d'un service public moderne, efficace, partenaire de l'entreprise et en permanence au service des gens, comme vecteur d'égalité de traitement et de redistribution des richesses.

### *La justice et la sécurité*

Les pouvoirs publics, c'est aussi la justice, facteur essentiel de régulation des conflits qui peuvent tous nous concerner.

Toutefois, pour trop d'entre nous - les moins aisés mais aussi une grande part de la classe moyenne - la justice demeure une entité méconnue que l'on hésite à solliciter.

Pour les socialistes d'aujourd'hui, l'accès égal de tous à toutes les formes de justice ne doit plus rester une utopie. C'est une nécessité majeure pour transformer les droits proclamés en une réalité.

La justice joue aussi un rôle majeur dans l'affirmation d'une sécurité d'existence pour tous.

La sécurité est une valeur fondamentale des socialistes. Au sens global de sécurité d'existence, bien sûr, intégrant l'emploi, le logement et la sécurité sociale qu'elle est la première à défendre. Mais la sécurité est aussi un impératif socialiste au sens strict de sécurité physique et matérielle des personnes et des biens.

Ce sont en effet les plus faibles, humainement et économiquement, qui sont les plus exposés à la violence physique et verbale ainsi qu'aux incivilités qui détruisent les services collectifs indispensables aux moins nantis.

Dans une société qui ne peut être conçue sur base d'un voisinage hermétique de ghettos surprotégés pour privilégiés et d'espaces de risques livrés à eux-mêmes, la sécurité de tous et la justice pour tous doivent être assurées de manière égale pour chacun, à un haut niveau d'efficacité.

Pour les socialistes, la sûreté des citoyens est donc un droit fondamental. Elle est une condition première du développement harmonieux d'une société. Il n'y a, en effet, pas d'ouverture vers l'autre et pas de vraie liberté possible sans sécurité.

Parfois indispensable, la sanction doit être assumée comme telle, proportionnellement aux actes commis et respectueuse des droits fondamentaux des individus. Le laxisme ne sera jamais une caractéristique des socialistes. Leur marque de fabrique sera, en effet, toujours l'égalité de traitement de chacun, quels que soient ses moyens. La loi est la même pour tous, qu'elle protège ou qu'elle sanctionne. Cette affirmation forte ne peut demeurer un vœu pieu.

Ceci étant, pour les socialistes, la meilleure des sécurités est celle qui évite que des actes répréhensibles soient commis. A cet égard, ils réaffirment leur confiance première dans les politiques de prévention qui resteront toujours l'investissement le plus rentable à terme. Les socialistes veulent qu'on sanctionne sans faiblesses les délinquants, et particulièrement les récidivistes, mais aussi que l'on s'attaque aux causes de la délinquance. Des actions qui éduquent, qui créent de l'intégration et du lien sociaux seront toujours les outils les plus efficaces de sécurité.

Dans le même esprit, les socialistes d'aujourd'hui plaident pour un juste équilibre entre contrôle et respect de la vie privée. Ils accueillent favorablement les mesures de surveillance raisonnables qui, outre le rôle qu'elles peuvent jouer dans l'administration de la justice, ont un effet dissuasif important. Ils refusent en revanche une société hypercontrôlée où, sous couvert de sécurité, l'intimité et la liberté de pensée ou d'action pacifique des individus se trouveraient mises à mal.

### *La démocratie participative*

Dans toutes ses manifestations partenariales et protectrices, l'Etat que les socialistes défendent est un Etat démocratique, basé sur l'élection et l'expression des citoyens via leurs représentants et les partis qu'ils soutiennent pour agréger leurs demandes et défendre leurs convictions et leurs intérêts.

Mais les socialistes d'aujourd'hui ne réduisent pas l'expression citoyenne aux manifestations de la démocratie représentative, même si celle-ci demeure le cœur du système et le garant du traitement équilibré de l'ensemble des questions sociétales. Ils encouragent toutes les formes de démocratie et tous les mécanismes qui permettent de faire prévaloir l'intérêt du plus grand nombre sur celui de quelques-uns.

C'est pourquoi les socialistes ont toujours défendu le dialogue social avec les représentants des employeurs et des travailleurs comme une source de progrès pour toutes les parties. Partout où les socialistes occupent des fonctions importantes, ils font de ce dialogue un outil de gouvernance privilégié, exigeant mais qui a toujours fait ses preuves.

Par ailleurs, les socialistes d'aujourd'hui défendent les droits d'action collective donnés aux consommateurs et aux citoyens. Ils sont convaincus que les formes de démocratie participative, répondant à une demande sociale forte de nos jours, complètent et renforcent la démocratie représentative. Pour les socialistes, le politique ne se limite pas à l'Etat. Il doit intégrer l'action collective citoyenne comme une de ses dimensions essentielles.

#### **4. LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DE L'ACTION**

L'Etat est indispensable mais n'a pas vocation à être omniprésent. Son rôle est d'offrir un cadre à l'action et d'assurer la cohésion sociale, pas d'étouffer les initiatives positives émanant de la société.

A côté des pouvoirs publics, des associations jouent donc un rôle essentiel quand leur action contribue à l'émancipation sociale. Les socialistes estiment que ce rôle doit être davantage valorisé. Un pacte doit être noué entre pouvoirs publics et associations pour préserver les spécificités du secteur non-marchand, éviter les « doublons » inutiles et additionner les forces dans le respect des caractéristiques de chacun.

Souvent fraternité et solidarité se construisent au quotidien, entre des femmes et des hommes qui partagent un même combat, une même préoccupation. Les socialistes veulent accorder une place nouvelle à ces solidarités de terrain.

Ainsi, les socialistes estiment qu'il convient de soutenir, à côté des indispensables systèmes de solidarité construits par la loi et forts de leur caractère généraliste et universel, les solidarités « spontanées » qui traduisent la sociabilité humaine. Ils saluent et encouragent les citoyens qui s'engagent à l'échelle de leur quartier, de leur ville, de leur région, de leur pays, du monde ou d'un secteur d'activité pour faire triompher d'autres intérêts que ceux de la maximisation du profit.

Ils soutiennent aussi celles et ceux qui choisissent de s'unir pour rencontrer ensemble un besoin social, nouveau ou spécifique, non satisfait par ailleurs. Ils encouragent toutes les initiatives qui créent du lien social et qui brisent la solitude ou le repli sur soi. Dans cette optique, ils encouragent le travail des associations qui sont un complément indispensable à l'action collective publique.

Face au risque de marchandisation et d'exclusion présent à l'échelle mondiale, les socialistes d'aujourd'hui considèrent les rivalités entre les instances publiques ou associatives agissant dans un même esprit comme définitivement dépassées. Ils œuvrent pour leur conjonction partenariale pour le bien commun.

## **5. LES JEUNES, LES FAMILLES, LES AÎNÉS ... NOUS TOUS !**

La société est composée d'individus tous uniques et tous différents. Leur singularité étant irréductible, il faut que les politiques menées tiennent compte des aspirations de chacun.

L'émancipation est la clé de voûte du projet socialiste ; une émancipation dont le processus débute dès les premières heures de la vie et qui ne s'arrête qu'au dernier souffle de la personne. A chaque étape, l'enfant, le jeune ou l'adulte doit pouvoir s'épanouir tout en s'intégrant dans la société. Le rôle du politique est d'assurer, tout au long de l'existence, cette articulation entre construction de soi et contribution à l'intérêt général.

Les socialistes d'aujourd'hui accordent ainsi une attention particulière aux jeunes, à qui ils veulent offrir un avenir et les moyens de le forger en citoyens autonomes et actifs, suivant leur propre idéal. Les politiques d'enseignement, de formation et d'emploi s'inscrivent en ce sens, comme les actions concrètes pour favoriser la pratique sportive ou la mobilité à prix réduit. Mieux encore, les socialistes d'aujourd'hui veulent leur donner voix au chapitre en leur permettant d'exprimer eux-mêmes leurs inquiétudes, leurs attentes, leurs aspirations et leur enthousiasme. Ils entendent faciliter la réalisation de leurs projets personnels et leur participation à la collectivité. Il faut rendre aux jeunes cet espoir que leur vie sera meilleure que celle de leurs parents !

Les socialistes soutiennent par ailleurs les familles comme lieux de solidarité et d'épanouissement personnel. La famille conserve un rôle central dans notre société contemporaine, même si ses formes et ses structures évoluent. Les socialistes considèrent que cette cellule fondamentale doit être soutenue et épaulée par les pouvoirs publics, dans la diversité de ses formes actuelles : mesures en faveur de la scolarité, de l'accueil extrascolaire, du logement, des transports en commun ou de l'aménagement des carrières.

Les aînés, pour leur part, sont le groupe social que nos sociétés « marchandisées » tendent le plus à marginaliser et à réduire à un simple réservoir de consommateurs solvables. La mise en avant de la jeunesse, du dynamisme ou de la force peut tourner à l'excès et, parfois, se payer au prix de l'effacement des plus âgés. Or, les socialistes défendent une vision positive du vieillissement. Ils entendent accorder aux aînés le bénéfice des progrès spectaculaires de la science, tout en leur garantissant un système social performant. Ils veulent ainsi leur permettre de profiter de la vie au maximum et de transmettre leur expérience le plus longtemps possible.

Les socialistes ne considéreront jamais les aînés comme une charge, mais bien comme un atout. Le soutien aux seniors par des soins adaptés, l'encadrement

social permettant le maintien à domicile et l'offre de services répondant à leurs besoins s'opérera donc toujours parallèlement à une valorisation des apports de leur expérience à la société.

## **6. UNE CONCEPTION LAÏQUE DE LA SOCIÉTÉ**

Les socialistes d'aujourd'hui sont athées, agnostiques ou croyants. Ils se revendiquent de la laïcité organisée, d'une philosophie ou d'une religion respectueuse de la personne humaine, ou encore ne se rattachent à aucun courant. Quelles que soient leurs options philosophiques ou religieuses qui relèvent des convictions intimes et de la sphère privée, ils œuvrent ensemble au progrès de la société.

Les socialistes sont pleinement respectueux des libertés religieuses et des convictions de chacun, pour peu que celles-ci ne remettent pas en cause les droits inaliénables de tout être humain. Pour eux, chaque citoyen est libre de pratiquer ou de ne pas pratiquer une religion. Les socialistes veulent que l'Etat garantisse la liberté de conscience à tous, sans cautionner aucune croyance particulière ni relayer spécifiquement ses principes.

Les socialistes réaffirment donc l'importance d'une conception laïque de la société. Pour eux, il est fondamental de garantir la séparation de l'Eglise - ou d'autres formes de pouvoir religieux - et de l'Etat. L'Etat ne peut se soumettre à aucune religion. L'Etat peut en outre imposer à ses fonctionnaires de ne pas manifester de manière ostentatoire leurs conceptions philosophiques ou religieuses. Sur tous les sujets de morale collective, les religions peuvent exprimer leur avis, mais l'avis des religions ne peut jamais s'imposer à l'Etat, pas plus que l'Etat ne peut s'immiscer dans les pratiques religieuses, dès lors qu'elles respectent la loi.

Les socialistes voient dans la laïcité de l'Etat et des instances publiques un moyen d'unir l'ensemble des individus autour de valeurs citoyennes et civiques également valables pour tous. Ce sont les droits humains fondamentaux tels que la liberté d'expression ou l'égalité entre les femmes et les hommes, qui doivent servir de dénominateur commun.

C'est également un moyen d'éviter un développement communautariste de la société qui engendrerait inéluctablement des tensions, voire des affrontements destructeurs.

Dans cet esprit, sur le plan éthique, les socialistes ont contribué de manière déterminante à faire progresser notre société vers moins de souffrance, plus de liberté, d'autonomie, de dignité. La dépénalisation de l'avortement et le droit de mourir dans la dignité en sont les deux réalisations les plus marquantes. Les socialistes entendent poursuivre leur combat éthique pour soulager toutes les formes de souffrance morale ou physique.

Pour les socialistes, chacun a le droit de rechercher le bonheur et de choisir son mode de vie comme il l'entend. Les choix intimes des individus ont comme seule limite le respect des droits fondamentaux d'autrui.

## **7. L'OUVERTURE ET LA DIVERSITÉ**

Internationalistes par idéal, les socialistes d'aujourd'hui veulent une société d'individus égaux en droits et en obligations, en respect et en dignité.

Ils ont obtenu la consécration institutionnelle de l'affirmation des identités régionales ; identités respectueuses des autres et ouvertes au monde ; identités parties intégrantes d'une société plurielle.

Ils croient en la richesse d'une société ouverte à la diversité culturelle qui encourage l'ouverture vers l'autre plutôt que le repli sur soi.

Nous avons besoin de liberté et d'autonomie pour accomplir notre destin, pour développer nos talents et réaliser nos aspirations. Nous enrichissons nos parcours individuels grâce à la diversité des parcours qui nous entourent. Les socialistes prônent une société d'échanges où chacun peut trouver sa place, jeunes et aînés, femmes et hommes, autochtones et immigrés, Flamands, Bruxellois et Wallons. Pour les socialistes, les solidarités intergénérationnelles et interculturelles doivent être encouragées.

Une telle société n'est pas une juxtaposition de particularismes et d'identités. C'est une société qui s'efforce de transcender les différences et de réunir tous ses citoyens autour de mêmes valeurs émancipatrices, autour d'un même projet de société démocratique. C'est une société où chacun doit se sentir citoyen à part entière, héritier d'un formidable patrimoine historique et culturel : l'humanisme européen.

## **8. L'EUROPE ET L'INTERNATIONAL**

Tant la volonté de réguler le marché que le souhait de s'ouvrir aux autres destinent les socialistes d'aujourd'hui à voir dans l'Union européenne un niveau de référence dans lequel s'investir.

Les apports de l'intégration européenne sont immenses, ne serait-ce que par la paix qu'elle a garantie à des millions d'Européens qui, à ce titre, bénéficient d'une stabilité que bien des peuples nous envient.

Ce n'est cependant pas suffisant pour les progressistes qui ont placé dans l'Europe de très grandes attentes en matière de progrès économique et social.

Relatif succès au plan économique et monétaire, l'Union européenne actuelle n'est toujours pas satisfaisante, notamment sur les plans démocratique et social. La déception croissante des citoyens - et des socialistes en particulier - est à la hauteur des attentes légitimes qu'ils avaient fondées. Les manifestations de rejet successif doivent être entendues plus qu'elles ne doivent être blâmées.

Toutes ces raisons invitent les socialistes à construire une autre Europe, plus humaine, plus efficace et plus juste, tant pour ses habitants que vis-à-vis du reste du monde qui voit en elle un modèle et un espoir.

L'Europe s'est bâtie sur la base d'un projet enthousiasmant, sur les ruines de la guerre mondiale. Aujourd'hui, se voyant mise trop exclusivement au service d'une idéologie mêlant concurrence débridée et gestion technocratique, elle a perdu beaucoup de son crédit auprès de ses propres citoyens.

Entre l'Europe telle qu'elle est actuellement et l'espoir qu'elle peut encore incarner, le fossé s'est dangereusement creusé. Fervents défenseurs de l'idée européenne, les socialistes sont aussi durement critiques vis-à-vis de la vision libérale et bureaucratique de sa mise en œuvre. Ils défendent une véritable gouvernance économique, environnementale et sociale européenne, en phase avec les préoccupations des travailleurs.

Nous sommes aujourd'hui trop loin du compte... Raison de plus pour s'y investir résolument !

L'idéal socialiste ne s'arrête cependant pas aux frontières de l'Europe. Par essence, le socialisme est internationaliste. Il défend la solidarité entre les peuples et la nécessité de réguler l'économie globalisée.

Les socialistes luttent pour que le droit, la paix, le développement soient rencontrés partout sur la planète, pour que le droit international s'impose dans les conflits mais aussi pour prévenir les génocides ou les famines organisées par des intérêts particuliers.

Pour les socialistes, les pays avancés doivent renforcer les mesures qui permettent aux pays les plus défavorisés de sortir de leur condition. Il en va de la dignité des personnes qui résident dans ces pays en développement, mais aussi de l'intérêt des Etats développés qui, sans cela, auront à faire face à des vagues de migration aux conséquences humaines toujours dramatiques.

Les socialistes abordent cette réalité migratoire de manière humaine et réaliste, sans poujadisme. Ils rappellent que l'asile politique est un droit reconnu par les Nations-Unies et déplorent la criminalisation croissante dont les migrants font l'objet en Europe. Les socialistes exigent de l'Union européenne une politique migratoire plus humaine et respectueuse des droits fondamentaux des étrangers.

De manière générale, dans un monde inextricablement imbriqué, penser « global » est désormais indispensable à qui se préoccupe du local. La « globalisation » dépasse le cadre financier et économique. C'est désormais un monde ouvert qui constitue l'espace d'appréhension des êtres humains.

Mais si l'économie, la finance et la communication se sont mondialisées, hissant tous les enjeux du développement au niveau planétaire, il n'en va pas de même des autorités publiques restées, le plus souvent, confinées au plan national.

C'est de la rupture de niveau entre les cadres économique et politique que proviennent les effets pervers de la mondialisation. Hier, un équilibre relatif avait pu être trouvé, au sein des Etats-nations, entre les niveaux de l'action économique et de sa régulation politique. Cette coïncidence a disparu avec l'envol de la sphère économique vers le niveau planétaire et l'impossibilité pour les Etats de se présenter encore comme un contrepoids vraiment efficace. C'est donc un nouvel équilibre qu'il faut restaurer entre le cadre de l'économie et

celui du politique ; un nouvel équilibre qui doit viser à une gouvernance politique mondiale - et déjà européenne -, inexistante ou insuffisante aujourd'hui.

Une nouvelle organisation des pouvoirs publics s'impose donc à l'échelle de la planète. Les organisations internationales nées après 1945 doivent être réformées pour répondre aux défis contemporains. La santé, l'alimentation, l'environnement, l'émancipation des femmes et des plus pauvres, la sécurité du monde sont des enjeux majeurs qui doivent être pensés dans ces cadres renouvelés. Il convient cependant d'aller plus loin encore. L'objectif est clairement l'instauration d'un véritable gouvernement politique continental puis planétaire, fondé sur les principes démocratiques.

## **9. UN MEILLEUR AVENIR POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES**

Les socialistes d'aujourd'hui – comme d'hier – regardent vers l'avenir.

Toutes leurs actions s'inscrivent dans une perspective durable et soutenable. Et surtout, ils sont animés par la volonté d'offrir aux générations futures une situation meilleure.

Cette soif de progrès a amené des générations entières de travailleurs à se tuer à la tâche. Pour que leurs enfants souffrent moins, des armées de militants se sont levées et ont affronté courageusement l'ordre établi. Avec toujours, à l'avant de ces troupes, l'étendard de l'espoir et de la confiance.

Là aussi, le monde actuel a jeté le trouble, en substituant le doute à la confiance. Bien des citoyens ne croient plus au progrès et se résignent, au mieux, à défendre un précaire statu quo.

Beaucoup, aujourd'hui, chez les moins favorisés comme dans la classe moyenne, craignent et pensent sincèrement que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. C'est une évolution dont les conséquences peuvent être dramatiques si la morosité et le fatalisme remplacent la volonté de redoubler d'efforts...

Les socialistes ne se résignent pas. Ils veulent une société confiante en sa jeunesse. Et une jeunesse qui retrouve confiance en l'avenir. Même si elle dispose d'un confort largement supérieur à celui des générations précédentes, la jeunesse d'aujourd'hui doit aussi franchir des obstacles plus importants, si elle veut trouver son chemin dans ce monde devenu si rude et si agressif.

Aussi, un enseignement de qualité et des formations continues accessibles à tous, qui poussent chaque élève au sommet de ses capacités, sont une priorité absolue. C'est fondamental pour l'émancipation personnelle et pour l'épanouissement professionnel de chaque jeune. C'est nécessaire pour qu'il puisse acquérir l'autonomie et les capacités de jugement qui le libéreront de la dépendance à autrui. Nos politiques sociales sont encore trop réparatrices et pas assez préventives. Plus que jamais, les socialistes ont la volonté d'attaquer les inégalités à la racine, c'est-à-dire à l'école, en mettant celle-ci en symbiose avec les réalités économiques et sociales qui l'entourent.

## *La connaissance*

Dans cet esprit, les socialistes croient au progrès par la connaissance, que nul dogme ne peut entraver. La recherche scientifique sous toutes ses formes doit être encouragée et les chercheurs doivent être soutenus. Il en va en effet de la compréhension du monde, mais aussi de la capacité de nos régions à continuer à s'imposer sur la scène internationale dans des secteurs à haute valeur ajoutée où le coût de la main-d'œuvre disparaît derrière l'excellence de celle-ci.

Quant aux applications multiples des découvertes, biomédicales ou autres, elles doivent répondre à des règles éthiques fixées de manière démocratique. Le progrès scientifique est toujours une avancée ; il appartient au législateur, après avoir entendu les experts et donné la parole à la société civile, de définir l'intérêt général et de fixer les garde-fous de son utilisation.

Les socialistes défendent aussi une société capable de maîtriser les conséquences culturelles des nouvelles technologies. Ils veulent organiser le partage des connaissances. Toutes les initiatives qui permettent de changer le monde doivent être comprises par tous. Etre socialiste, c'est avoir l'ambition que chacun puisse appréhender les changements technologiques qu'on lui propose à l'échelle individuelle ou collective. Il s'agit d'une condition essentielle de la démocratie. C'est pourquoi, si l'école et la formation doivent être toujours mieux ancrées dans les réalités, notamment économiques, elles ne peuvent se limiter à produire des travailleurs strictement opérationnels, incapables d'évoluer et d'appréhender dans sa globalité un monde en évolution permanente.

## *La culture*

Dans le même ordre d'idée, il ne peut y avoir d'individus autonomes, libres et créatifs sans culture. La culture donne à l'homme la capacité de réflexion sur lui-même et son avenir, elle émancipe, elle ouvre à la diversité.

La culture, c'est la vie augmentée d'une dimension supplémentaire qui est le propre de l'Homme. Cet apport inestimable, nous le devons d'abord aux artistes, créateurs, femmes et hommes de culture. En ouvrant les portes de l'imaginaire, en faisant surgir de l'inédit, en proposant de nouvelles lectures du monde, ils contribuent grandement au progrès humain.

A l'ère de l'innovation, on ne dira jamais à quel point la créativité est devenue un atout. Plus une société donne à la culture sous toutes ses formes des moyens d'expression, plus elle renforce son dynamisme et son potentiel d'affirmation.

Les socialistes soutiennent les artistes et créateurs et revendiquent pour eux un statut spécifique. Slogan célèbre d'hier, « *l'imagination au pouvoir* » n'a sans doute jamais été d'une telle actualité. Les socialistes soutiennent dès lors tous ceux qui œuvrent pour que chacun puisse s'exprimer sur un mode artistique. La consommation culturelle est une dimension importante mais la production culturelle constitue une étape supplémentaire à laquelle un maximum de personnes doivent pouvoir accéder. La démocratisation de la culture que défendent les socialistes recouvre ces deux dimensions. C'est notamment

pourquoi les socialistes croient à la grande modernité de l'éducation tout au long de la vie.

### *L'écologie sociale*

Si nous voulons garantir l'accès aux droits fondamentaux et maîtriser les conséquences des activités humaines, nous devons modifier nos modes de production, nos rapports aux autres et à l'environnement. L'organisation de notre société doit être revue selon une approche globale et durable.

Pour les socialistes, le développement durable solidaire est la réponse. Il se conçoit dans une perspective qui allie croissance économique, progrès social, épanouissement culturel et respect de l'environnement. En outre, pour les socialistes, il ne saurait être question de permettre à une fraction de l'humanité de consommer sans limite aux dépens des générations futures.

La question écologique est tout naturellement au centre du projet socialiste moderne : elle pose en effet une question fondamentale, celle de la justice sociale. Nous ne disposons pas tous des mêmes moyens de nous prémunir contre les effets du changement climatique ou contre l'augmentation du prix des ressources naturelles.

Voilà pourquoi les socialistes d'aujourd'hui développent et défendent le concept d'écologie sociale.

D'une part, les socialistes veulent inciter chacun - particuliers, pouvoirs publics, entreprises, pays riches, pays pauvres - à adopter les comportements qui permettront de réduire la consommation d'énergies fossiles et de ressources non renouvelables, ainsi que la production de gaz à effet de serre.

D'autre part, ils estiment que les mêmes efforts ne peuvent être demandés à tous. La préoccupation écologique ne peut entraîner une nouvelle dualisation entre des « gens aisés » qui seraient en mesure d'effectuer des investissements environnementaux, et les « défavorisés » qui, faute de moyens financiers, pollueraient outre mesure et seraient incapables d'économiser l'énergie.

Cette pénalisation des moins riches est inacceptable. Il faut donc que chaque individu contribue à l'objectif de protection de notre planète en fonction de ses moyens. Pour les socialistes, les dispositifs mis en place doivent permettre aux populations les plus fragiles de réduire elles aussi leur impact sur l'environnement. Le défi environnemental doit être l'occasion de rendre les hommes plus égaux.

# UNE ACTION SOCIALISTE AUJOURD'HUI, POUR DEMAIN

Les défis ne manquent donc pas. Aujourd'hui comme hier, les socialistes entendent y répondre avec force et avec cœur. Conscients des difficultés, mais portés par leur idéal et animés par un invincible désir de justice sociale, ils s'organisent, militent et s'associent à d'autres forces progressistes partageant le même combat, par-delà les nuances qui enrichissent.

Les socialistes contemporains cultivent le débat en refusant plus que jamais les dogmes et les pseudo vérités conservatrices prônant la résignation devant l'ordre établi.

Les socialistes inscrivent leur vision et leurs idéaux dans l'action quotidienne. Les socialistes d'aujourd'hui ont l'utopie en tête mais les pieds sur terre. Ils conçoivent l'idéal comme un horizon vers lequel tendre mais ils ne rêvent pas en chambre. Chaque jour, ils confrontent leurs objectifs à la réalité, qu'ils s'obstinent à changer graduellement. Chaque pas dans la bonne direction est une grande victoire quand les citoyens en bénéficient.

Ils ont toujours choisi de prendre leurs responsabilités, même lorsque le confort du balcon aurait été incontestablement plus facile. Les socialistes font ce qu'ils disent, ce qu'ils pensent devoir faire et ils l'assument. Ils ne redoutent pas la critique et, surtout, ils ne craignent jamais d'adapter leurs pratiques à l'évolution du monde. Cette dynamique politique, ils en défendent la modernité.

Face à la complexité du monde moderne, avec des méthodes respectueuses des personnes et de l'environnement, ils innovent et apportent de nouvelles réponses, porteuses d'espoir tant pour les citoyens que pour l'humanité.

Plus que jamais, pour des milliers, des millions de femmes et d'hommes enthousiastes, déterminés et désintéressés, le socialisme, c'est l'avenir !

## TABLE DES MATIÈRES

<b>ÊTRE SOCIALISTE AUJOURD'HUI</b>	<b>1</b>
<b>LES VALEURS</b>	<b>3</b>
<b>UN IDÉAL SOCIALISTE : UN MONDE MEILLEUR POUR TOUS</b>	<b>3</b>
<b>DES VALEURS POUR LE CONSTRUIRE : L'ÉGALITÉ, LA LIBERTÉ, LA SOLIDARITÉ</b>	<b>3</b>
<i>L'égalité</i>	4
<i>La liberté</i>	5
<i>La solidarité</i>	6
<b>ÉTHIQUE DE L'ACTION, ÉTHIQUE DES ACTEURS</b>	<b>7</b>
<b>UNE VOCATION : AGIR SUR LE MONDE</b>	<b>9</b>
<b>1. NON AU CAPITALISME DÉBRIDÉ, OUI À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ RÉGULÉE</b>	<b>9</b>
<b>2. REVALORISER LE TRAVAIL</b>	<b>11</b>
<i>Les salariés</i>	12
<i>Les indépendants</i>	12
<i>Les demandeurs d'emploi</i>	13
<i>L'économie sociale</i>	13
<b>3. LE RÔLE IRREMPLAÇABLE DU POLITIQUE</b>	<b>14</b>
<i>L'impôt juste</i>	14
<i>Les services publics</i>	15
<i>La justice et la sécurité</i>	15
<i>La démocratie participative</i>	16
<b>4. LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DE L'ACTION</b>	<b>17</b>
<b>5. LES JEUNES, LES FAMILLES, LES AÎNÉS ... NOUS TOUS !</b>	<b>18</b>
<b>6. UNE CONCEPTION LAÏQUE DE LA SOCIÉTÉ</b>	<b>19</b>
<b>7. L'OUVERTURE ET LA DIVERSITÉ</b>	<b>20</b>
<b>8. L'EUROPE ET L'INTERNATIONAL</b>	<b>20</b>
<b>9. UN MEILLEUR AVENIR POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES</b>	<b>22</b>
<i>La connaissance</i>	23
<i>La culture</i>	23
<i>L'écologie sociale</i>	24
<b>UNE ACTION SOCIALISTE AUJOURD'HUI, POUR DEMAIN</b>	<b>25</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>26</b>